

Le Soir d'Algérie - Espace «Retraite» — e.mail : soiretraite@gmail.comSOUTIEN DE L'ÉTAT VERS LES AYANTS DROIT, NOTAMMENT
LES RETRAITÉS LES PLUS DÉMUNIS

Installation d'une commission nationale consultative

Le Premier ministre, Abdelmadjid Tebboune, a annoncé vendredi dernier l'installation prochaine d'une commission nationale consultative pour examiner le dossier du soutien orienté vers les catégories démunies dans la société, chargée de l'élaboration des lois et mesures portant sur le soutien de l'Etat aux ayants droit dans le cadre des efforts visant à consacrer le principe du cachet social de l'Etat.

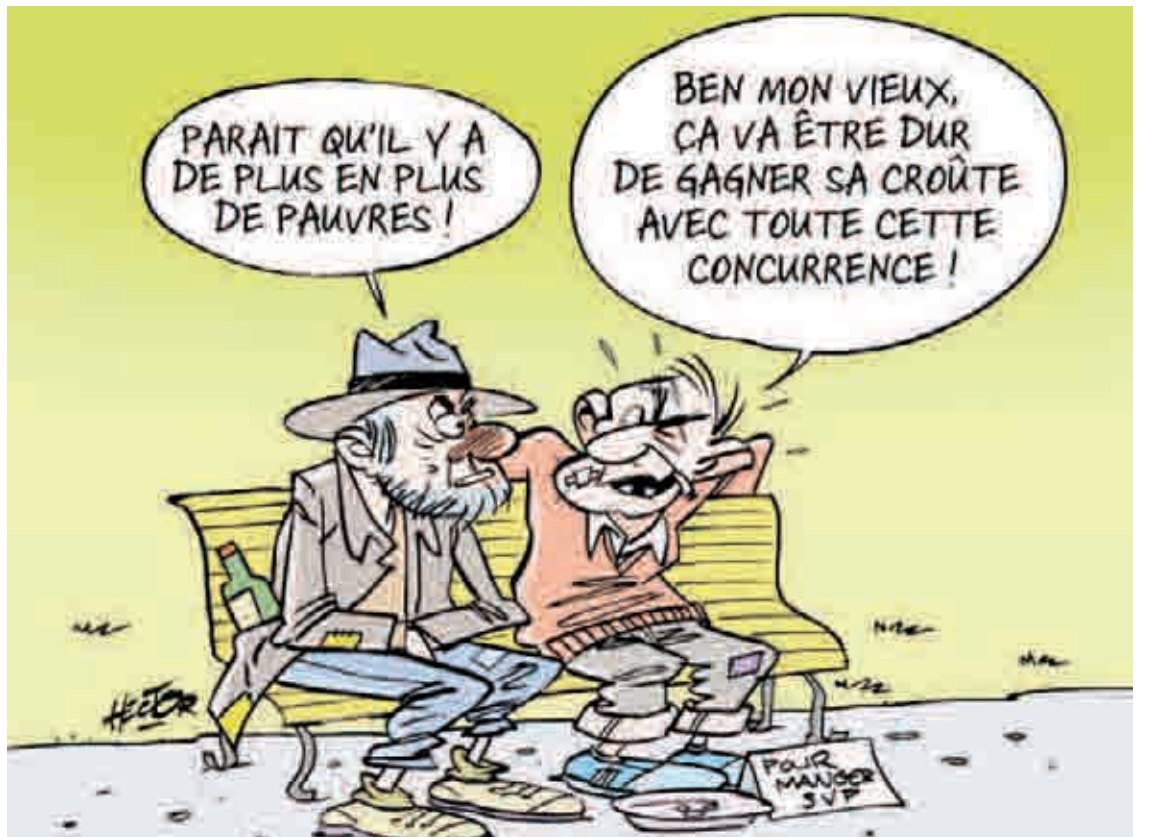
Lors d'une séance plénière consacrée aux réponses aux préoccupations des députés de l'Assemblée populaire nationale (APN), à l'issue du débat autour du plan d'action du gouvernement, le Premier ministre a précisé qu'un «large débat national approfondi sera ouvert par le gouvernement visant à orienter les efforts de l'Etat vers le soutien des ayants droit effectifs». M. Tebboune a souligné que «cette mesure s'inscrivait dans le cadre des démarches intenses du gouvernement tendant à renforcer le cachet social de l'Etat, ajoutant que les mesures issues de la Commission nationale consultative qui comptera des experts des secteurs des finances, impôts et solidarité nationale, seront traduites en lois à présenter aux députés pour examen». «Le soutien de l'Etat est consacré effectivement. Les préoccupations actuelles du gouvernement s'articulent

autour de la recherche de solutions pour le consolider davantage et l'orienter vers les catégories vulnérables de la société», a précisé le Premier ministre.

Préserver les acquis sociaux et exonérer des impôts les faibles revenus

M. Tebboune a rappelé dans ce sens que «25% du PIB sont orientés vers les transferts sociaux, 85% des Algériens bénéficient de la couverture sociale, 36% possèdent la carte Chifa et plus de 3,2 millions de citoyens bénéficient de pensions de retraite», ajoutant que ces «chiffres reflétaient le souci de l'Etat à préserver les acquis sociaux».

Le gouvernement lancera aussi une réflexion portant sur l'exonération des faibles revenus des impôts, alors que de nouvelles taxes et impôts devraient être imposés sur les fortunes, a indiqué le Premier



ministre. «Les citoyens qui sont payés à l'heure, à la journée ou ceux ayant des salaires qui n'atteignent pas les 30 000 à 35 000 DA paient leurs impôts, mais leur contribution au budget de l'Etat demeure infime, alors qu'il existe des niches d'impôts beaucoup plus importantes et qui représentent 30 à

40 fois le volume des impôts payés par les petits salaires.

Préservation du système national de sécurité sociale et de retraite

De ce fait, on va voir comment exonérer une partie de cette tranche des faibles revenus des impôts et aller vers

d'autres impôts et taxes plus importants», a souligné M. Tebboune.

S'agissant de la politique de ciblage des subventions de l'Etat, le Premier ministre a assuré que des «statistiques fiables» détermineront les concernés par ces subventions, en révélant que «122 000 bénéficiaires risquent d'être exclus des subventions de l'Etat qui vont continuer jusqu'à fin 2017».

Pour rappel, au plan social, dans le programme d'action du nouveau gouvernement, il est souligné : (I) la préservation du système national de sécurité sociale et de retraite, (II) la promotion de l'emploi, (III) le renforcement des mécanismes de solidarité nationale (IV) et la poursuite de la prise en charge des catégories sociales aux besoins spécifiques.»

LSR

LSR

La revalorisation 2017 au *Journal officiel*

Afin de permettre à nos lecteurs de mieux comprendre le contenu de la décision portant revalorisation des pensions pour l'année 2017 et d'en saisir avec précision les modalités d'application, nous publions ci-dessous l'arrêté ministériel concerné.

L'arrêté du 31 mai 2017 portant revalorisation des pensions, allocations et rentes de sécurité sociale a été signé le 31 mai 2017 par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale. Il a été publié au *Journal officiel* n° 35 du 11 juin 2017 qui vient d'être mis en ligne. Il fait référence aux textes législatifs et réglementaires suivants : la loi n° 83-11 du 2 juillet 1983, modifiée et complétée, relative aux assurances sociales, notamment ses articles 42 et 43 ; la loi n° 83-13 du 2 juillet 1983, modifiée et complétée, relative aux accidents du travail et aux maladies professionnelles, notamment son article 84 ; l'ordonnance n°06-04 du 15 juillet 2006 portant loi de finances complémentaire pour 2006, notamment son article 29 ; la loi n° 08-21 du 30 décembre 2008 portant loi de finances pour 2009, notamment son article 65 ; l'ordonnance n° 12-03 du 13 février 2012 portant loi de finances complémentaire pour 2012, notamment son article 5 ; le décret n° 84-29 du 11 février 1984, modifié et complété, fixant le montant minimum de la majoration pour tierce personne prévue par la législation de sécurité sociale ; le décret présidentiel n°11-407 du 29 novembre 2011 fixant le salaire national minimum garanti ; et l'arrêté du 6 Ramadhan 1437 correspondant au 12 juin 2016 portant revalorisation des pen-

sions, allocations et rentes de sécurité sociale. Que dit cet arrêté ? Les pensions et allocations de retraite de sécurité sociale, prévues par la loi n° 83-12 du 2 juillet 1983, susvisée, sont revalorisées par application d'un taux unique de 2,5%.

Les coefficients d'actualisation applicables aux salaires servant de base au calcul des nouvelles pensions prévues à l'article 43 de la loi n° 83-12 du 2 juillet 1983, susvisée, sont fixés selon l'année de référence, conformément à l'annexe jointe à l'original du présent arrêté.

Pension d'invalidité, rente accident de travail et majoration pour tierce personne concernées

Ce taux de 2,5% s'applique au montant mensuel de la pension et allocation de retraite découlant des droits contributifs. Le montant de la revalorisation qui en résulte s'ajoute aux minima légaux de la pension de retraite prévus par la loi n° 83-12 du 2 juillet 1983 et l'ordonnance n° 12-03 du 13 février 2012, susvisées, aux indemnités complémentaires prévues par l'ordonnance n° 06-04 du 15 juillet 2006, ainsi qu'aux majorations exceptionnelles des pensions et allocations de retraite et à l'indemnité complémentaire de l'allocation de retraite, prévues par la loi n° 08-21 du 30 décembre 2008 et à la revalorisation exceptionnelle, prévue par l'ordonnance n°12-03 du 13 février 2012, susvisées.

Ce taux prévu s'applique aussi au montant mensuel de la pension d'invalidité découlant de l'application de l'article 42 de la

loi n° 83-11 du 2 juillet 1983. Le montant de la revalorisation qui en résulte s'ajoute au minimum légal de la pension d'invalidité prévu par la loi n° 83-11 du 2 juillet 1983.

Les rentes d'accidents du travail ou de maladies professionnelles, sont aussi revalorisées dans les mêmes conditions. Enfin, le montant minimum de la majoration pour tierce personne, attribué aux titulaires d'une pension d'invalidité, de retraite, d'une rente d'accident du travail ou de maladie professionnelle, est aussi revalorisé de 2,5%.

LSR

Le Danemark a le meilleur système de retraite au monde...

Les Danois possèdent le meilleur système de retraite au monde, que ce soit pour le niveau de vie ou de bien-être de ses retraités. Le pays figure donc en tête du classement international du «Melbourne Global Pension Index» qui récente 27 pays. Mais au Danemark, cette retraite se mérite, car la vie active se poursuit très tard. L'âge légal de départ à la retraite va même passer progressivement de 65 à 67 ans d'ici à 2025.

Ce qui n'est pas toujours facile dans certains corps de métiers, notamment dans le bâtiment. Alors comment le système préserve les seniors exerçant un métier difficile ?

...Et les retraités bulgares sont de plus en plus pauvres

La Bulgarie connaît un véritable vieillissement de sa population alors que les jeunes tentent leur chance à l'étranger. Près d'un tiers de la population est aujourd'hui à la retraite. Et près d'un million et demi de retraités vivent en dessous du seuil de pauvreté. Un drame social, devenu un enjeu électoral lors des législatives de mars dernier.